

ANN

Agencia de
Noticias de
Nicaragua

Boletín bimensual
No. 266
22 de mayo de 1992
Managua



PAS DE PAIN MAIS DES JEUX ET DU CHOLERA

Managua, 21 mai.— *"Masaya dans sa gloire"*, tel est le gros titre de Barricada du 18 mai. Événement mémorable: non seulement l'équipe de base-ball de la petite ville a réussi à se qualifier pour la finale mais encore a gagné contre le *Boer*, équipe de Managua jusqu'alors réputée invincible, sauf peut-être face à Leon. Le championnat a tenu le pays en haleine pendant plusieurs semaines, sans doute parce que les Nicaraguayens sont fanatiques de base-ball mais aussi parce que les médias en ont fait la une pendant des jours et des jours. Les feux du stade sont maintenant éteints et, à moins que quelque volcan ne se réveille opportunément pour faire passer à nouveau au second plan la crise et la misère, force est de revenir à la triste réalité. Et la réalité, c'est, entre autres choses, les progrès de l'épidémie de choléra.

Dans une conférence de presse, le ministre de la Santé Ernesto Salmeron a donné des informations qui ne laissent pas d'être inquiétantes. On recense officiellement à ce jour 116 cas dont deux mortels. Le phénomène a cessé d'être local pour atteindre la dimension d'une épidémie nationale. Le ministre a signalé un niveau de contamination alarmant dans certains fleuves et rivières, surtout dans le centre et l'est du pays (entre autres le Rio Rama et le Rio Escondido) et on prévoit pour un avenir proche une situation difficile dans la Région V et sur la Côte atlantique. E. Salmeron s'est plaint du manque d'appui de la part des institutions et de la population. Selon ses affirmations, le ministère de la Santé n'est aidé que par le Mouvement communal et la plupart des municipalités ne collaborent pas. La mairie de Managua n'a pas échappé à ses critiques, reprises par le conseiller municipal sandiniste

Carlos Carrion (ancien maire de la capitale), pour qui *"le nettoyage de la ville par les services municipaux est très lent"* et insuffisant compte tenu de la gravité de la menace.

En ce qui concerne l'attitude de la population, le ministre de la Santé a déploré qu'elle ne respecte pas les consignes données, citant l'exemple d'une malade de Managua qui refuse de prendre les médicaments qui lui ont été ordonnés, mettant en danger les cinquante personnes qui vivent autour d'elle dans les ruines d'un édifice détruit lors du tremblement de terre de 1972. E. Salmeron a d'ailleurs menacé de déloger tous ceux qui vivent dans les décombres pour éviter la propagation de la maladie dans ce secteur de la ville où beaucoup de gens viennent travailler. Il a également signalé qu'à Potosi, petite ville du nord-est où l'épidémie s'est répandue, la majorité de la popula-

SOMMAIRE

PAS DE PAIN MAIS DES JEUX ET DU CHOLERA

ALFREDO CESAR FAIT FEU DE TOUT BOIS

UN CODE DU TRAVAIL QUI FAIT PEUR

DES DIRIGEANTS ISSUS DE LA BASE

LES CUBAINS ONT ENCORE REPONDU A L'APPEL

LA LANGUE RE-VIT

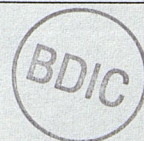
L'AIDE AU DEVELOPPEMENT: UN BON PLAN?

EL SALVADOR: A L'OUEST, DU NOUVEAU

RIGOBERTA MENCHU POUR LE NOBEL 92

EN BREF

40 P 11481



tion n'a pas installé les latrines données par le ministère pour éviter la défécation à l'air libre, qui est une des façons dont se propage le virus.

Les progrès de l'épidémie pourraient amener le ministère de la Santé à déclarer l'état d'urgence dans un avenir très proche. Si tel est le cas, toutes les instances de la santé seront mobilisées 24 heures sur 24, les médicaments contre le choléra distribués dans tout le pays et les coupures d'eau et d'électricité devraient être suspendues. Cependant, à propos de ce dernier aspect, le pays vient de passer au second niveau de rationnement d'énergie, c'est-à-dire que les coupures d'électricité -qui entraînent à leur tour les coupures d'eau- sont plus longues et plus fréquentes, sans compter les coupures "sauvages" qui se sont multipliées ces derniers jours et maintiennent le pays dans une situation chaotique. On espère sans trop y croire que l'état d'urgence épidémiologique rétablira ces services vitaux. En attendant, la population est obligée de faire des réserves d'eau dans des récipients la plupart du temps sans couvercles, ce qui ne peut qu'accélérer la propagation du virus. Mais politique néo-libérale oblige. -(ANN) ♦

ALFREDO CESAR FAIT FEU DE TOUT BOIS

Managua, 21 mai. —L'élection du sandiniste Ray Hooker au poste de coordinateur du Conseil régional autonome de l'Atlantique sud, occupé jusque-là par Alwin Guthrie (UNO), fait des vagues à l'Assemblée nationale où l'aile dure de l'UNO renforce ses positions et dont le président Alfredo Cesar ne cesse de chercher la confrontation avec l'exécutif. Mais la lutte pour le pouvoir n'a pas seulement le parlement pour cadre, elle se déroule aussi à Washington.

Comme le prévoient les statuts des conseils autonomes de la Côte atlantique qui fixent à deux ans le mandat de leurs coordinateurs, des élections ont eu lieu le 4 mai à Bluefields au sein du Conseil de l'Atlantique sud. Elles ont consacré la victoire de Ray Hooker, conseiller régional sandiniste, grâce à une alliance entre le FSLN et l'organisation miskita Yatama.

UNE PIERRE DANS LE JARDIN D'ANTONIO LACAYO

En effet Yatama, ancienne coéquipière de l'UNO, reproche à A. Guthrie d'être trop favorable aux intérêts du gouvernement central, qui ne respecte pas la loi d'autonomie obtenue sous le gouvernement sandiniste. Face à lui, R. Hooker jouit au contraire d'un prestige certain pour avoir combattu, travaillé à unir les forces et pris des initiatives en faveur de la défense de l'autonomie et des intérêts des habitants de la Côte. C'est lui qui a lancé le projet d'une université à Bluefields -qui fait son chemin-. C'est lui qui a dénoncé le contrat visant à céder une bonne partie des forêts de la Côte à une entreprise taïwanaise et qui a fait reculer le gouvernement. C'est encore lui le principal promoteur du second symposium sur l'autonomie, tenu à la fin

de l'année dernière et auquel participaient toutes les organisations politiques, sociales et indigènes de la Côte Atlantique. C'est au cours de ce symposium qu'a été fondé le Mouvement large pour la défense de l'autonomie (Mada), dans lequel se retrouvent tant des sandinistes que des militants de l'UNO ou des membres de Yatama.

Les conseillers régionaux UNO contestent l'élection de R. Hooker, arguant qu'il n'y avait pas quorum en l'absence de trois élus UNO dont un est mort (les conseillers régionaux n'ont pas de suppléants), l'autre installé aux Etats-Unis et le troisième en prison en attendant son jugement pour trafic de drogue. C'est maintenant au Conseil suprême électoral de se prononcer. En attendant, la chute d'A. Guthrie a ravivé la tension à Bluefields où ses partisans ont ouvert les hostilités à travers les radios locales et occupé les locaux du Conseil régional. Mais cette affaire a également des prolongements nationaux. A. Guthrie, député à l'Assemblée, faisait partie du groupe dit "de centre" qui s'est éloigné de l'aile dure de la coalition pour se rapprocher de l'exécutif. A. Lacayo n'ayant pas soutenu l'ancien coordinateur dans son effort pour apparaître comme illégalement destitué, ce dernier a cherché et obtenu l'appui des députés du groupe de centre. Cette prise de distance à l'égard du gouvernement fait l'affaire du président de l'Assemblée, Alfredo Cesar, qui travaille sans relâche à l'isolement de l'exécutif. Ces va-et-vient de ce que l'on peut considérer comme de la "politique politicienne" ont leur importance car la bourgeoisie et les grands propriétaires terriens n'ont pas abandonné leur combat pour la propriété. Ils veulent reposer le problème et obtenir le vote d'une loi qui abolisse totalement les transformations révolutionnaires qu'ils estiment trop préservées par les décrets émis l'an passé par Violeta Chamorro. De plus, l'Assemblée s'appête à discuter le nouveau code du travail.

LES FAVEURS DES ETATS-UNIS

A. Cesar a donc gagné des points, au moins provisoirement, contre A. Lacayo. Le président de l'Assemblée continue par ailleurs son travail de sape. La semaine dernière, alors que le Congrès des Etats-Unis est en train de discuter une aide de 100 millions de dollars au gouvernement nicaraguayen, le *Washington Post* a publié un article de Jane Kirkpatrick où l'ancienne représentante de la Maison Blanche à l'ONU -antisandiniste acharnée- explique que l'aide étatsunienne "*finance des organisations sandinistes*" et affirme tenir cette information d'A. Cesar. Le ministre de la Coopération, Erwin Krüger, a fortement réagi à ces accusations et affirmé qu'elles sont totalement fausses. Il a envoyé une lettre à J. Kirkpatrick où il affirme: "*Il est surprenant et décevant qu'une analyste politique ayant la perspicacité et le passé qui sont les vôtres émette des diagnostics tendencieux et inexacts sur les affaires internes d'un pays*". Pour sa part, A. Cesar s'est défendu en expliquant que l'aide étatsunienne profite aux entreprises sandinistes, sous forme de crédit, tout en reconnaissant qu'il n'y avait là rien d'illégal. Mais il a précisé que le gouvernement s'appêteait à annuler la dette d'une série d'entreprises et a suggéré que certaines d'entre elles appartiennent au FSLN. Tentant d'atténuer les effets de l'article de J. Kirkpatrick, qui révèle de sa part une attitude résolument anti-nationale, il a affirmé que les Etats-Unis étaient sur le point

de réduire leur aide et cela par la faute du gouvernement. Il est impossible pour l'instant de savoir si cette information est exacte. Mais il est bien certain que l'avenir politique d'A. Lacayo et celui d'A. Cesar se jouent en grande partie à Washington. -(ANN) ♦

UN CODE DU TRAVAIL QUI FAIT PEUR

Managua, 13 mai. — Une commission parlementaire a élaboré un projet de réforme du Code du Travail sur la base de ceux que lui ont présentés le FSLN et le gouvernement. Au moment même où l'Assemblée Nationale allait engager la discussion sur ce projet, le 12 mai, un député de l'UNO a dénoncé un vice de forme dans son élaboration. Le débat est donc repoussé de plusieurs mois, ce qui n'est pas pour déplaire au patronat, effrayé par le caractère progressiste du projet. Que contenait-il de si gênant?

Le Droit du Travail est relativement récent au Nicaragua. Jusqu'en 1945, les syndicats n'avaient pas d'existence légale et aucune loi spécifique ne protégeait les droits des travailleurs. L'ancien Code du Travail, élaboré sous Somoza, a été réformé après la Révolution et ses articles répressifs sont tout simplement tombés en désuétude sans plus de formalités. Aujourd'hui, la commission parlementaire chargée de l'élaboration de l'avant-projet de Code s'est appuyée sur les propositions du FSLN et celles du gouvernement. Trois principales réformes, favorables aux travailleurs, se dégagent de cet avant-projet :

-Licenciements : lorsqu'un employeur licencie un travailleur sans raison valable, il lui devra des indemnités proportionnelles à son ancienneté, à raison d'un mois de salaire par année de service. Selon l'ancien Code, il ne lui devait qu'un mois de salaire, quelle que soit son ancienneté.

-Constitution d'un syndicat : la constitution légale d'un syndicat se fera par simple inscription au registre des associations syndicales du ministère du Travail et *"les autorités publiques devront s'abstenir de toute intervention qui tende à limiter ou entraver le droit de constituer un syndicat"*. Avec l'ancien Code, il fallait présenter à l'Inspection du Travail une série de documents et l'inscription légale pouvait être refusée.

-Droit de grève : pour déclarer la grève, il suffira qu'une majorité de travailleurs de l'entreprise y soit favorable, après que les procédures de conciliation avec le ministère du Travail aient été tentées. Le recours à la grève est autorisé également dans le secteur public alors qu'il était interdit par l'ancien Code. Celui-ci rendait pratiquement impossible aux syndicats de déclarer légalement la grève, tellement les formalités à remplir pour cela étaient nombreuses et tortueuses (ce qui a permis si souvent à Francisco Rosales, ministre du Travail, de déclarer les grèves *"illégalles"*).

Ces réformes favorables aux travailleurs correspondent à des propositions contenues dans le projet du FSLN. Ce projet insiste fortement sur l'égalité des droits et des salaires entre les femmes et les hommes. Il prévoit entre autres des sanctions contre le chantage sexuel et met l'accent sur la situation des femmes employées de maison, très nombreuses et non organisées du fait de leur isolement, donc souvent soumises à des conditions de travail spécialement injustes.

Le vice de forme prétexté aujourd'hui par certains députés de droite pour retarder la discussion ne pourra pas empêcher qu'elle ait lieu, même si ce doit être dans quelques mois. La discussion parlementaire pourrait donner lieu à des rapprochements entre certains députés du FSLN et de l'UNO, unis par des intérêts économiques. Des dirigeants syndicaux qui sont en même temps députés, l'un du FSLN et l'autre de l'UNO, s'accordent à dire que le futur Code du Travail, quelque progressiste qu'il soit, ne sera respecté que si les syndicats mettent toute leur combativité en oeuvre. Sinon, comme dans beaucoup de pays, il restera lettre morte. -(ANN) ♦

DES DIRIGEANTS ISSUS DE LA BASE

Roberto Fonseca

Managua, mai. — Dans le quartier indigène de Monimbo, symbole de l'insurrection sandiniste, des leaders issus de la base sont parvenus à détrôner les permanents du FSLN. Pour la première fois, le parti a organisé des élections internes pour choisir ses dirigeants. Même si ces élections ne représentent pas la solution miracle à tous les problèmes dont souffre le sandinisme, il semble au moins qu'elles apportent de l'oxygène. Celles qui étaient organisées à Masaya le 8 février dernier en sont un exemple intéressant.

"Ici, nous n'avions jamais eu l'occasion d'élire nos dirigeants", commente Sergio Luna, un sandiniste fraîchement élu par les Monimbos. Parler de Monimbo, c'est parler de l'insurrection. C'est là qu'est mort Camilo, Ortega, le frère de Daniel et Humberto. Sous le sandinisme, *"nos autorités nous étaient imposées d'office"*, ajoute S. Luna. De 1979 à 1990, cinq dirigeants sont "passés" par Masaya. Ils venaient tous d'ailleurs : Managua, Granada, Chinandega, Diriomo. Cette fois-ci, tous les candidats au poste de dirigeant municipal sont nés, ont grandi et ont lutté à Masaya. C'est peut-être pour cela que les élections ont connu une telle participation. 3 200 sandinistes se sont rendus aux urnes, dans chaque quartier ou hameau, pour choisir leurs 7 représentants parmi 23 candidats. Chacun d'entre eux a reçu au moins 60 % des voix. *"Les gens ont voté pour nous car ils nous connaissent, ils savent qu'on s'est battu contre le somozisme, qu'on vient des quartiers de Masaya, qu'on a les mêmes problèmes que tout le monde, qu'on a fait nos preuves"*. C'est Moncho qui parle, de son vrai nom Ramon Perez, élu

secrétaire politique de la ville. *"Regarde ma maison, elle me vient de ma mère, je n'ai même pas de quoi la réparer. Les gens peuvent voir que je ne l'ai pas eue grâce à la "piñata"*. La vieille maison de pisé, dans le quartier de San Jeronimo, se compose d'une salle et d'une chambre, divisée par un paravent de plastique. Plusieurs enfants à moitié vêtus y jouent. *"Moncho"* est professeur de mathématiques dans un collège de la ville où il gagne 650 cordobas, soit 130 dollars mensuels. Les autres sandinistes élus sont artisans, employés de bureau, paysans. L'un fabrique et vend des lits pour survivre, un autre des chaussures. A la différence des années précédentes, aucun d'entre eux n'est permanent du parti, c'est-à-dire salarié par le FSLN. *"Nous sommes là par conviction politique. Par ailleurs, nous devons nous débrouiller, faire quelque chose pour survivre. C'est notre temps libre que nous consacrons au parti. Je rentre chez moi à 11 heures du soir, après les réunions, et personne ne me paie pour cela"*, explique *Moncho*.

Lorsque le FSLN était au pouvoir, les cadres intermédiaires recevaient un salaire, un véhicule, ils avaient droit à des soins médicaux et à un appui matériel. Aujourd'hui, plus rien de cela. *"Sur le plan économique, la situation est pire qu'avant le triomphe du sandinisme"*, commente le nouveau dirigeant du FSLN à Masaya. *"Nous ne sommes plus dans la clandestinité, mais nous n'avons même pas d'essence pour aller dans les hameaux des environs"*. Quand il s'agit d'aller discuter avec les gens dans des coins reculés de la zone, il faut trouver une camionnette et payer l'essence de sa poche. Sinon, il reste les transports en commun ou la marche à pied. *Moncho* boite, des suites de la polio, mais il préfère marcher. *"Je vais à pied et je discute en chemin avec les uns et les autres"*.

Aux élections de 90, l'UNO a été largement majoritaire à Masaya. Le FSLN ne l'a emporté que dans 10 bureaux de vote du département. La défaite a produit l'effet d'une bombe qui aurait explosé au visage des sandinistes. Il y a eu la peur, la crainte des représailles politiques et beaucoup ont préféré se taire, raser les murs. D'autres ont déserté les rangs du sandinisme et ont retourné leur veste- *"seulement une vingtaine de personnes"*, estime *Moncho*. Selon lui et S. Luna, la tendance générale après la défaite a été la passivité et l'apathie politique. *"Personne ne voulait rien faire, chacun disant qu'il n'avait pas le temps de venir à des réunions. Il y avait chez tous un sentiment de défaite, de découragement, qui a duré des mois, jusqu'à la préparation du congrès du FSLN"*. Bien que la direction du parti ait distribué des documents supposés servir de guides dans les discussions, celles-ci ont débordé le cadre fixé et l'ordre du jour imposé. De nombreux militants se sont plaints du verticalisme, des erreurs de la direction et ont analysé la responsabilité des uns et des autres dans la défaite. Il semble que ces réunions aient réussi à redonner confiance et courage à une majorité de militants. *"On pouvait parler, dire les choses sans se faire accuser de semer la division ou d'être réactionnaire. Je crois que cela a été positif pour la vie interne du parti"*.

A Monimbo, comme partout à Masaya, les sandinistes se réunissent environ quatre fois par mois, alors qu'avant ils parvenaient à peine à se rencontrer une fois. Jusqu'à 150 personnes participent à ces réunions. Selon les nouveaux dirigeants, il faudra beaucoup de travail pour revenir à l'influence historique

du FSLN sur Monimbo. *"La volonté de travailler existe, mais beaucoup attendent encore les directives d'en haut. C'est le problème qui freine tous les comités de base"*, regrette *Moncho*. Les dirigeants municipaux en ont fait le tour pour constater qu'ils n'avaient aucune activité car leurs dirigeants locaux continuaient à attendre les fameuses directives. Mais cette époque est révolue. *"Nous devons prendre des initiatives, définir les tâches à partir de notre réalité"*, explique S. Luna. *Moncho* ajoute que *"bien qu'il y ait beaucoup de problèmes économiques, sociaux et politiques auxquels il faut répondre en tant que parti d'opposition, le principal est de viser la conquête du pouvoir en 96"*.

A Masaya, la ville la plus densément peuplée du pays, les fléaux sociaux se multiplient. Chômage, désertion scolaire, drogue et prostitution se sont énormément développés. Beaucoup d'ateliers d'artisans, fabriquants de chaussures, de hamacs ou de meubles ont fermé, alors que cette activité représentait la base historique de l'économie de Masaya. L'importation indiscriminée de produits industriels casse l'artisanat national. Par exemple, 60 % des fabricants de chaussures de la ville, connus pour la qualité de leur production, se retrouvent aujourd'hui à la rue, acceptant n'importe quelle activité pour survivre. Toutes les traces de l'histoire de Monimbo s'effacent, à commencer par les graffiti de l'insurrection et les enseignes d'artisans. Au traditionnel *"ici, on fabrique des hamacs"* s'est substitué le *"ici, on vend de l'eau"*.

C'est dans ce contexte de misère que les dirigeants sandinistes de Monimbo cherchent à dessiner le nouveau visage du sandinisme. Reprendre le pouvoir en 96 est leur pari. -(ANN/Pensamiento propio). ♦

LES CUBAINS ONT ENCORE REPONDU A L'APPEL

Managua, 18 mai. —L'éruption du volcan Cerro Negro, en mars, a capté l'attention des Nicaraguayens et de la communauté internationale. Mais après quatre jours d'un spectacle saisissant, le pays est revenu à sa précaire normalité. Pourtant, l'urgence persiste pour les paysans qui vivent près du volcan dont la furie a rendu encore plus insupportable la crise économique. Les 8 000 réfugiés ont commencé à quitter les abris provisoires où on les avait rassemblés; mais certains ne peuvent pas rentrer chez eux et beaucoup de ceux qui le peuvent doivent tout reconstruire. Pour tous, le premier objectif est de survivre. Il faut avant tout résoudre les problèmes de santé dans les refuges, où l'entassement favorise les épidémies, et dans les villages recouverts du sable craché par le volcan. Le gouvernement a lancé un appel à la communauté internationale pour l'envoi de personnel médical. Seul Cuba a répondu.

La brigade cubaine, formée de quinze médecins, est logée dans un modeste hôtel de Leon où son responsable, le Docteur Carlos Garcia, nous a reçus. C'est la seconde mission qu'il effectue au

Nicaragua. Coordinateur pendant deux ans de la mission médicale cubaine présente dans le pays depuis le début de la Révolution, il est retourné vivre à Cuba en 1991. Mais, marié à une Nicaraguayenne et directeur de l'hôpital qui accueille les malades nicaraguayens, il reste très lié au pays des volcans. C'est justement à cause de l'un d'entre eux qu'il est de nouveau ici. *"La brigade est composée de spécialistes, principalement des pédiatres, des ophtalmologues, des épidémiologistes, ainsi que d'un ingénieur et un technicien en questions sanitaires"*. Ils exercent dans trois villages où se trouvent des refuges. Au travail depuis le 4 mai, ils ont déjà examiné 2 086 personnes. *"C'est beaucoup; les principaux problèmes sont les maladies respiratoires et les parasitoses"*. On avait pensé au début que les problèmes dermatologiques et ophtalmologiques allaient se multiplier, mais les médecins n'ont décelé que peu d'affections provoquées par l'éruption. Selon eux, cette situation s'explique par l'évacuation rapide de la population.

Nous avons quitté Leon en compagnie du Dr Garcia pour rendre visite aux membres de la brigade, qui travaillent dans trois hameaux. La ville ne porte plus de stigmates visibles de l'éruption. Seule une fine couche de sable couvre encore les trottoirs. Nous passons près d'un entrepôt dont le toit s'est effondré sous le poids du sable, malgré ses poutres d'acier. Dans la campagne, sur les prés et les champs, le vent a formé des dunes. Nous apercevons le volcan Cerro Negro dans la brume matinale: il est moitié moins grand que les autres et semble le plus innocent. Sur le chemin, le Dr Garcia nous désigne des terres qui n'ont pas été touchées par l'éruption: *"Les familles évacuées espèrent qu'on va leur donner un terrain ici"*. Demande non satisfaite pour l'instant, comme nous l'expliquera plus tard un jeune paysan évacué.

Nous sommes curieux de savoir comment les Cubains ont été reçus par la population. *"En général, très chaleureusement. Au fur et à mesure que les gens ont appris que nous étions là, ils sont venus de plus en plus nombreux et nous ont manifesté de la reconnaissance. Nous travaillons sans horaire et nos consultations sont ouvertes à tous. Parfois, quand, après avoir examiné quatre-vingt personnes, nous sommes sur le point de partir, arrive quelque patient venant de très loin. Nous éteignons le moteur de la camionnette et nous le recevons en prenant notre temps. Nous nous déplaçons aussi dans des lieux éloignés et difficiles d'accès. Cela étonne les gens. Certains ont peur, peut-être à cause de la propagande, mais quand ils nous voient à l'oeuvre, ils se rendent compte que nous avons très envie de les aider. Nous ne sommes pas venus parler de politique. Notre travail en fait la preuve"*. Certains patients cependant posent des questions aux Cubains, qui ne peuvent répondre durant les consultations. Mais le Dr Garcia doit souvent se déplacer pour régler des problèmes de coordination. *"C'est à ce moment-là qu'on m'interroge le plus. Les gens pensent qu'à Cuba nous tombons morts de faim dans les rues. Ils ne disent pas cela pour nous agresser mais parce qu'ils le croient vraiment. Nous leur expliquons quelle est notre situation réelle. Elle est précaire et difficile mais nous ne mourons pas de faim. Je dirais même qu'ici les gens ont plus de difficultés que nous. Nous avons un système de rationnement, qui est très critiqué, mais tout le monde a un salaire et un pouvoir d'achat. Sans distribution rationnée, il n'y aurait pas de produits pour tout le monde. Au*

Nicaragua, on trouve de tout, mais les paysans n'ont pas d'argent pour acheter".

Plus nous nous approchons du hameau de La Esperanza, plus la terre paraît sèche. Le moindre souffle de vent soulève des quantités de poussière et les affections respiratoires sont fréquentes ici. Dans une vaste zone autour du volcan, la végétation est maintenant couverte de sable et c'est encore pire. Les médecins cubains installés à La Esperanza soignent non seulement les réfugiés mais aussi toute la population. Ils nous confirment qu'ils voient beaucoup de patients souffrant de maladies respiratoires chroniques.

La situation des 300 réfugiés de La Esperanza est incertaine. Les propriétaires de la ferme où ils sont installés veulent les mettre dehors mais ils ne savent pas où aller. A Malpaisillo, le ministère de l'Education veut réouvrir le collège où l'on a accueillis les sinistrés. Nous traversons un hangar ouvert qui sert également d'abri. Quand nous passons près des latrines, le Dr Garcia soupire: *"Il est presque impossible de maintenir une hygiène acceptable. Et pourtant le choléra est là. Le problème de l'eau est préoccupant. Le ministère de la Santé a demandé à nos épidémiologistes et spécialistes de l'hygiène d'analyser l'eau à Leon et dans tous les hameaux. Nous avons aussi donné des cours aux brigadistes de santé nicaraguayens. Mais notre brigade seule ne peut arrêter l'épidémie"*. L'action des médecins cubains est également limitée par le manque de médicaments. Les donations mises à leur disposition sont insuffisantes.

Sur le chemin du retour, nous traversons un pont et le Dr Garcia nous signale que la brigade y a été arrêtée, à son arrivée, par un groupe de *revueltos*. *"Nous leur avons expliqué qui nous étions et ils nous ont immédiatement laissés passer"*. Depuis que Cuba fournit une aide médicale au Nicaragua, ses médecins n'ont été menacés qu'une fois. C'était après le changement de gouvernement, à Puerto Cabezas (Atlantique nord), quand des militants de droite avaient cerné la maison où ils étaient logés. *"Nous sommes partis et nous ne sommes jamais revenus"*. Depuis, la situation sanitaire s'est considérablement dégradée. Mais le chef de la brigade cubaine estime que la coopération médicale entre son pays et Cuba n'a pas été affectée par le changement de gouvernement. *"Nous sommes bien reçus. Notre travail est correctement évalué et nous sommes fiers de voir qu'il est accepté"*. Nous lui demandons ce qui va se passer après le départ de la brigade, venue pour deux mois, si le plus urgent se révèle être des maladies traditionnelles et la prévention des épidémies. *"Nous sommes une brigade d'urgence. Mais la mission médicale cubaine reste. En cas de catastrophe naturelle, on estime que le pays doit être en mesure d'apporter des solutions dans un délai de deux mois, comme nous sommes en train de le faire"*.

La solidarité manifestée par Cuba, qui est cerné par l'embargo et doit faire face à l'ajustement de son économie, est plus qu'un geste généreux, c'est un exemple que le gouvernement nicaraguayen devrait suivre à l'égard de sa propre population. Les réfugiés et les paysans sans terre attendent non seulement des actions face à la situation d'urgence créée par l'éruption mais aussi à celle provoquée par l'appauvrissement croissant, maladie plus grave dont souffre la majorité de la population. - (ANN) ♦

LA LANGUE RE-VIT

Lilian Levi

Managua, mai. — De vigoureuses repousses font leur apparition dans le si vivant langage nica. Le crépitement des télétypes du monde entier reproduit et intègre aux richesses de la langue les voix d'une nouvelle génération aux accents on ne peut plus populaires. La langue se re-génère.

*Recontras, recompas, revueltos **, *remujeres ** et même *rejuntos ** en appellent à une recombinaison de l'ordre social et, surtout, du désordre économique. Les uns se désarment, les autres se réarment. Les uns se démobilisent et les autres se remettent en branle. Ni eux ni elles ne se résignent à la désagrégation, à la misère, au sauve-qui-peut, au chacun pour soi.

La répétition du *re* n'est pas un hasard. Aucun phénomène linguistique n'est fortuit et tout phénomène social se manifeste à travers le langage. Sans le préfixe "*re*", la langue espagnole serait inconcevable. Elle serait privée de la possibilité de répétition, d'opposition et de ré-union; l'emphase et la pondération, tout ce que permet ce petit préfixe, lui feraient défaut. Le *re* nous parle de rébellion des masses. "*Re-bellis*" était en latin le rebelle, le révolté. "*Bellum, belli*" signifie la guerre, la lutte, le combat. De là viennent belliqueux, belligérant. Le *re-belle* est celui qui revient à la lutte -mais pas nécessairement à la guerre-; celui qui n'accepte ni ordres ni impostures; celui qui transforme son mécontentement en combat contre l'injustice; celui qui s'oppose à l'état.

Les *revueltos* sont, pour la linguistique comme pour l'histoire, les fils de la révolution. Révolutionner, c'est retourner les choses de façon à ce qu'elles changent radicalement, c'est-à-dire depuis leurs racines (c'est pour cela qu'échouent les révolutions qui ne sont pas enracinées dans le peuple). Révolutionner, c'est donner un tour complet, renverser le régime. C'est pour cela que le mot est si souvent associé à turbulence, tourbillon, multitude (ceux qui parlaient des "*tourbes sandinistes*" se réfèrent peut-être sans le savoir aux turbines ultra-rapides qui ont révolutionné l'histoire du Nicaragua).

Lorsque les changements sont progressifs, on parle d'évolution. Les idées politiques évoluent et révolutionnent la vie humaine. Ce qui s'oppose à l'évolution et à la ré-volution, c'est l'involution, c'est-à-dire l'atrophie, la sclérose d'un organe, qu'il appartienne au corps biologique ou au corps social. C'est le cas de ceux qui sont re-venus de tout, séniles même si leur corps est encore jeune; ceux qui font marche arrière face à l'histoire; ceux qui voudraient que la mer ne fasse plus de vagues. Rétrogrades, ré-actionnaires.

Les *re-contras* sont ceux qui se dressent à nouveau contre le régime. Les *re-compas*, de leur côté, réaffirment leur volonté de se ré-unir avec ceux qui luttent pour l'application des accords. Déjà, avant, ils étaient des *compas*, ce qui nous parle d'accompagnement, de compagnie, de compagnonnage; aujourd'hui,

re-groupés, ils se disent *re-juntos* et même *re-vueltos*. Tout ce qu'ils sont, même leur nom, re-dit leur inconformité; ils reviennent à la lutte -qui n'est pas la guerre-; ils resurgissent après la défaite; ils ressuscitent leurs revendications; ils réclament leurs titres de propriété; ils révoquent les lois léonines; ils résistent aux décrets d'expropriation; ils refusent la violation des accords. La faim et la désolation leur retourneront les tripes. Et ils ne reculent pas. Qui cèdera? Qui concèdera?

Reléguées dans un coin du foyer et de l'histoire, les femmes -exclues de toute revendication révolutionnaire- se sont mises à s'appeler *re-mujeres*. Ce qui résume bien leur situation. Alors que les hommes mettent le préfixe "*re*" à des mots qui désignent des positions, des circonstances, des volontés, les femmes l'utilisent pour mettre en évidence la condition qui est la cause de leurs maux. On peut être à nouveau un *recompa*, un *revuelto*, un *recontra* ou un *rejunto*. Être une femme, au contraire, est une condition vitale, imprescriptible, qui n'aurait rien de mal et même beaucoup de bon si la volonté du patriarcat n'était son écrasement. Comment pourraient-elles s'appeler autrement que *re-mujeres*? Avec ce titre de femme, viennent ceux d'épouse, de mère, de fille, de soeur, de veuve; tous en fonction des hommes. Récemment s'est ajouté celui de *compañera*, valide seulement dans certains cercles, mais pas au foyer où la camaraderie des *compas* brille par son absence. *Re-machos*. Les révolutions vont, les guerres viennent, les démocraties promettent; pour les femmes, c'est toujours la même chanson, rien d'autre que re-piétinées. Pour le simple fait d'être femmes. *Re-Sisyphé*. Et elles sont là qui éclatent.

Certains disent que la voix populaire est inculte. Il se peut qu'elle méconnaisse les académies, qu'elle ignore la science du langage. Peut-être ignore-t-elle mais elle sait; elle sait d'où viennent les coups; elle sait quand on veut lui faire prendre des vessies pour des lanternes; elle sait quand les lois et les accords sont du vent. Elle sait ce qu'elle veut et elle sait du plus profond de son savoir ce que dit sa langue, ce que disent les mots que nous lisons et entendons par tout le Nicaragua, ré-générant la langue. Que re-vive la langue! -(ANN/Gente) ♦

* "re-mélangés", "re-femmes", "re-ensemble".

L'AIDE AU DEVELOPPEMENT :
UN BON PLAN ?

Managua, mai. — "Ne vous y trompez pas, le négoce des années 90, c'est l'Organisation non gouvernementale. Ceux qui ont perdu leur temps à étudier la philosophie, les sciences sociales et toutes ces choses qui ne leur servent à rien pour faire du commerce n'ont pas d'autre solution qu'une bonne ONG pour devenir riche avant la fin du siècle". C'est ce qu'affirme un article publié récemment par Ginno Lofredo et qui reprend toutes les critiques qu'il est de mode de lancer contre les ONG. Des critiques parfois justifiées en ce qui concerne certaines ONG importantes, moins évidentes quand il s'agit

de plus modestes. La journaliste Trish O'Kane entre dans la polémique dans *Pensamiento propio*.

On rend facilement responsables les ONG de tous les ratés du développement dans la région centraméricaine. Depuis le Costa Rica (voir note) jusqu'au Guatemala, les critiques pleuvent de la part des organisations populaires. On accuse les ONG d'être un moyen de subsistance pour leurs membres, d'être verticalistes, paternalistes, racistes. On les dit incompetentes, incohérentes, inefficaces. On parle du négoce du développement. Parfois même on les accuse de vol. Certains leaders syndicaux leur font porter la responsabilité de la faiblesse des mouvements populaires, dissimulant ainsi leurs propres limites.

Au cours des années 80, les ONG internationales ont investi 20 milliards de dollars en Amérique centrale. Une aide équivalente à celle des institutions multilatérales. L'aide n'a pas été seulement financière. Au Nicaragua, par exemple, les ONG ont appuyé la Révolution sandiniste. Elles ont fait pression sur leurs gouvernements pour tenter de faire contrepoids au blocus et à la guerre d'agression. Plusieurs organisations étrangères sont même intervenues clandestinement au Salvador, finançant des projets dans les zones de guerre. Au Guatemala, elles ont également aidé les organisations nationales à se gagner un espace dans la société civile. Aujourd'hui que les changements mondiaux entraînent une réduction de l'aide extérieure multilatérale, le rôle des ONG devient de plus en plus important.

"Ce que vous ne devez pas oublier en tant que responsable d'une ONG, c'est de consacrer la moitié de vos efforts à miner ceux des institutions semblables à la vôtre", poursuit l'article provocateur de G. Lofredo. Il est vrai que parfois, le monde de la coopération externe ressemble à un film policier. La compétition féroce se manifeste par l'acharnement à protéger son territoire. Il est parfois plus facile d'obtenir une information sur les finances des gouvernements que sur celles des ONG. En général, celles-ci protègent jalousement leurs projets. Certaines refusent même de donner le nombre de leurs coopérants dans tel pays. Ce protectionnisme rend impossible une coordination entre elles, une mise en commun des expériences pour éviter de répéter les erreurs. *"Alors qu'une ONG offre tout, une autre qui travaille dans le même domaine demande aux bénéficiaires du projet de fournir la main d'oeuvre, une autre propose de la nourriture en échange du travail. Tout cela vient du manque de coordination, à la différence de stratégies et de programmes, aux contradictions",* explique Hans Peter Dejgaard, d'une ONG danoise qui appuie de gros projets dans la région.

"Votre salaire de coordinateur de projets et les frais administratifs de votre ONG sont deux points importants, mais il ne faut pas négliger d'autres aspects tels que les voyages de formation à l'étranger, les frais de déplacement, etc", conseille ironiquement G. Lofredo. Cette critique vise les ONG nationales récentes qui ont poussé comme des champignons dans la région. Pour le seul Nicaragua, elles sont passées de 40 à 300 depuis les élections de 90. *"Certaines font un travail valable. Mais beaucoup ont surgi comme une réaction à la défaite électorale du FSLN. Elles constituent un moyen de subsistance pour d'ex-fonctionnaires du gouvernement antérieur",* reconnaît une re-

présentante de ces organisations. On critique ces "champignons" pour leurs vues à court terme et leur manque de connaissance du terrain sur lequel elles interviennent. Tout ce qui les intéresse est de faire bonne impression aux organisations internationales sollicitées pour financer des projets qui n'ont parfois pas grand-chose à voir avec la réalité. En effet, pour ces ONG, l'enquête préalable sur le terrain est un luxe inutile. On les accuse également de n'avoir aucune base sociale ni expérience dans le travail de développement. On les dit incapables d'élaborer un projet cohérent et encore moins de l'administrer. Certains coopérants étrangers parlent en baissant la voix de tel projet au cours duquel une ONG nationale aurait "perdu" 200 000 dollars. D'autres disent tout tranquillement que les ONG nationales sont une mafia et un fonctionnaire international déclare que les projets des ONG nicaraguayennes *"sont les pires du monde"*. De leur côté, les nationaux reprochent aux coopérants internationaux de vivre comme des rois, avec des salaires énormes, ne se déplaçant qu'en véhicules tout terrain luxueux, de mal payer les travailleurs de la région et d'imposer des restrictions sévères sur les dépenses administratives des autres. Rien de plus parlant que l'analyse qui a été faite du budget d'une ONG internationale pour un de ses projets dans la région. Le budget total pour cinq ans est de 7 millions de dollars. Les salaires des 10 coopérants étrangers s'élèveront au total à 1,8 million, les frais administratifs à plus d'un million et les salaires payés aux autochtones à 240 000 dollars. Quant aux bénéficiaires du projet, ils recevront l'équivalent de moins de 4 millions, donc environ la moitié de la somme investie. Les coopérants étrangers, en travaillant pour le développement dans le tiers monde, pourront économiser jusqu'à 50 % de leur salaire, sans compter qu'ils ne paieront pas d'impôts dans leur pays. *"Il y a des étrangers qui gagnent très peu et viennent ici avec de réelles bonnes intentions. Certains même sont morts en faisant leur travail. Mais il y a beaucoup d'abus",* constate un employé de cette ONG internationale.

"Le discours est essentiel, il faut être à la page. Par exemple, il serait fatal de sortir un discours sur le Développement Rural Intégral quand tout le monde sait qu'on ne parle aujourd'hui que de Gestion Compatible des Ressources Naturelles. Vous vous condamneriez s'il vous prenait de présenter un projet d'Education Materno-infantile alors que la vogue est à la Participation de la Femme Paysanne. C'est comme parler du Trio Los Panchos à un fan d'Heavy Metal", explique G. Lofredo. Il s'agit de réaliser dans les pays du Sud les rêves frustrés des pays du Nord. C'est ainsi que les fonctionnaires internationaux débloquent des crédits lorsqu'ils entendent les formules magiques du moment, même quand les projets cachés derrière ces formules sont totalement irréalistes. Une centraméricaine qui travaille pour une ONG internationale critique : *"Un projet pour les femmes sera approuvé plutôt qu'un projet de développement intégral. A quoi cela servira-t-il dans une communauté où les gens mangent des épluchures de banane pour ne pas mourir de faim? S'ils veulent imposer leurs critères, cela ne s'appelle pas coopération au développement"*. Les modes naissent dans les agences gouvernementales du Nord qui financent les ONG internationales. Les ONG nationales, de même que les organisations populaires, ont compris cette dynamique et sont passées du tango au rap : ils remplacent un projet de production

agricole par un autre de reforestation avec des paysannes au chômage, ou de construction de latrines écologiques. Une autre centraméricaine, médecin, a travaillé pendant quatre ans avec une ONG internationale : *"Ils arrivaient et nous balançaient leur projet sur la table en disant : "C'est à prendre ou à laisser". Ils ne voulaient pas nous consulter. Ils pensaient qu'ils savaient mieux et que, comme ici c'est la jungle, ils pouvaient faire ce qu'ils voulaient puisqu'ils avaient l'argent. Ce n'est pas cela la solidarité. C'est humiliant"*.

Les organisations populaires voudraient participer à l'élaboration, à l'administration et à l'évaluation des projets dont elles sont supposées être les bénéficiaires. Dans le monde de l'aide au développement, on est de plus en plus conscient de la nécessité de cette participation. Certaines ONG ont commencé à démocratiser leurs programmes. D'autres préfèrent attendre que les groupes bénéficiaires présentent eux-mêmes un projet. Mais cette attitude ne sera probablement jamais la plus répandue. *Les loobies* de

la coopération internationale des pays du Nord brassent des fortunes et l'argent attire toujours plutôt les ambitieux et les opportunistes. Tel est le cancer qui mine l'aide au développement depuis sa naissance. -(ANN/Pensamiento propio).

Note : cf. "Paysans centraméricains : semer le futur" (bulletin 260) ◆

EL SALVADOR : A L'OUEST, DU NOUVEAU

Managua, 13 mai. — Dans l'ouest du pays, région considérée comme le bastion de l'oligarchie, les organisations syndicales et populaires se sont constituées en coordination pour se prêter main-forte. Un des responsables de cette coordination a répondu aux questions de l'ANN.

"Au lendemain des accords de paix, c'est le pouvoir qui est en jeu et la droite le sait; c'est pour cela qu'elle résiste de toutes ses forces à leur application et que l'affrontement sera sérieux", estime Victorino Gonzales. Il est l'un des coordinateurs de la Concertation civique et syndicale de l'Ouest salvadorien, qui regroupe les principales organisations de paysans, de travailleurs, de femmes et de jeunes de cette région couvrant les départements de Santa Ana, Sonsonate, Ahuachapan.

ANN: Quelle est la situation au Salvador au lendemain des accords ?

Victorino Gonzales : Le calendrier n'est pas respecté. Le gouvernement et les Forces armées ont manœuvré pour ne pas dissoudre les corps de sécurité, ils ont juste changé leur uniforme. Sur le plan économique et social, le patronat boycotte le Forum de concertation et les partis de droite se sont arrangés pour faire traîner en longueur son ouverture. Par exemple, ceux qui font partie de la Commission de paix (COPAZ) ne se

présentaient pas aux réunions concernant ce Forum, ou se présentaient tellement tard qu'il était impossible de prendre des décisions. Leur stratégie est de faire durer. Ils calculent qu'il faut céder le moins de choses possible jusqu'à ce que le moment soit venu pour le FMLN de rendre ses armes. Mais si l'une des parties en présence ne tient pas parole, l'autre ne le fera pas non plus et ce sera la crise. A l'allégresse des premiers moments a fait place la certitude qu'il y aura des résistances. Il va falloir se partager le pays entre tous et certains ne l'admettront jamais. Le lundi 11 mai, le Forum de concertation s'est ouvert, sans la participation du patronat privé. Mais nous ne pouvions pas attendre plus car tous les secteurs sociaux connaissent des problèmes urgents. La situation de la paysannerie, par exemple, n'a rien à voir avec l'image que cherche à en donner le gouvernement à travers sa campagne télévisée. L'accès au crédit est difficile. La répression continue à être la réponse du gouvernement aux travailleurs en grève : les employés municipaux de San Salvador ont fait grève pendant 10 jours et, le 1er mai, ils ont été délogés violemment des locaux qu'ils occupaient. Quand l'heure est venue de dissoudre les corps répressifs, on a entendu de toutes parts qu'avec la montée de la délinquance, ce n'était pas le moment. Il est vrai qu'il y a beaucoup de délinquance mais cette campagne actuelle est orchestrée par le pouvoir pour justifier la répression. Plusieurs des "délinquants" capturés récemment sont d'anciens membres des Forces armées et des patrouilles de défense. Le gouvernement sait qu'il lui faut manœuvrer serré avec les accords et c'est ce qu'il fait. Un autre exemple : la crise de l'énergie est réelle, ce n'est pas une invention, mais elle s'aggrave brutalement et les coupures de courant se multiplient au moment où certaines compagnies privées sont intéressées par le rachat de centrales électriques.

ANN: Comment réagissent les gens organisés, votre base ?

VG : Dans la population, l'état d'esprit reste optimiste, les gens ont l'espoir de voir les choses changer mais ils commencent à se rendre compte qu'elles ne changeront pas d'elles-mêmes, par la grâce des accords, qu'il faut avoir une participation plus active. Mais cela vient petit à petit. Par exemple, les habitants de San Salvador sont entrés récemment en lutte pour défendre un parc immense qui sert de poumon à la capitale. Le gouvernement l'a rendu à ses propriétaires et ceux-ci veulent l'urbaniser. Les gens découvrent l'importance de l'union entre les différents secteurs sociaux. Toutes les organisations populaires doivent s'unir car il est évident que de notre lutte dépend l'application des accords. Le gouvernement a son idée de la paix et de la démocratie et nous en avons une autre. Pour nous, paix et démocratie signifient participation, accès à la santé, à l'éducation, à un toit, à la terre et au crédit. Mais nous sommes réalistes : pendant des années, la classe au pouvoir a accumulé une expérience de la gestion dont nous étions exclus. Nous sommes extrêmement désavantagés.

ANN : Quelle est la situation spécifique dans l'ouest du pays ?

VG : L'ouest est dominé par les grandes propriétés de cultures de café. C'est le berceau de l'oligarchie. Pendant la guerre, les latifundistes considéraient cette région comme leur arrière-garde car c'était une zone importante sur le plan économique qu'ils ont défendue contre la pénétration du mouvement révo-

lutionnaire. On a peu parlé de l'ouest pendant toutes ces années car ce n'était pas une zone de guerre, bien que nous ayons connu également la répression, les disparitions, la torture. Il y a plusieurs explications à cette situation. Tout d'abord une raison historique : l'ouest a été le théâtre de la répression sanglante de 1932, au cours de laquelle des milliers de paysans ont été tués, parmi lesquels leur leader, le communiste Farabundo Martí. Cela a traumatisé les gens qui pensent, par peur, qu'il faut se tenir à l'écart des luttes pour éviter que cela se reproduise. Cette vision est renforcée par la propagande du gouvernement et des Forces armées qui suggère que tous les problèmes viennent des communistes, des subversifs. Cette campagne a beaucoup plus d'impact dans notre région que dans d'autres, où la combativité est plus forte. Enfin, les sectes jouent également un grand rôle. Elles sont nombreuses chez nous et jouissent de gros moyens. Dès 4 heures du matin, quand le paysan se réveille, s'il allume la radio, le prédicateur est déjà là pour lui dire qu'il ne faut chercher son salut qu'en Dieu et surtout pas ailleurs, que Dieu seul peut quelque chose et qu'il faut attendre qu'il manifeste sa volonté. Mais malgré tout cela, nous avons mené au fil des années notre travail d'organisation. Nous avons des coopératives, des magasins populaires, des ateliers, etc. Mais notre point faible est l'organisation syndicale. Nos syndicats sont faibles, isolés. C'est pour cela que le 29 mars, nous avons constitué cette Concertation civique et sociale de l'ouest, avec plusieurs objectifs : la lutte pour l'application des accords, l'intégration de l'ouest au plan de reconstruction du pays, le renforcement du mouvement syndical national et l'appui aux revendications de chaque secteur. Notre propos est que tous les affiliés à notre coordination se prêtent main-forte lorsque un groupe a un problème spécifique. Nous l'avons mis en pratique immédiatement. Les employés municipaux de Ciudad Arce se sont mobilisés pour leurs droits syndicaux et leurs salaires et nous nous sommes tous déplacés pour les appuyer. Le niveau de conscience et d'organisation est faible dans notre région mais nous voulons changer cet état de fait. Déjà, le 1er février, le jour du cessez-le-feu, nous avons été étonnés de voir tant de gens manifester. On sentait qu'ils oubliaient la peur. Ils voyaient dans la rue des guérilleros du FMLN avec leur drapeau, leurs armes et l'armée qui ne bougeait pas. Ils ont compris que quelque chose avait changé, qu'on ne risquait plus sa vie au moindre mouvement. Maintenant l'ouest aussi doit entrer dans la lutte. -(ANN) ♦

RIGOBERTA MENCHU POUR LE NOBEL 92

Managua, 20 mai. — Le nom de Rigoberta Menchu, indigène guatémaltèque de la région du Quiché, fondatrice et dirigeante du Comité d'unité paysanne (CUC) du Guatemala, a été proposé officiellement pour le Prix Nobel de la paix 1992. Cette candidature, appuyée par la Campagne continentale "500 ans de résistance indigène, noire et populaire", a été présentée au jury du Nobel par Adolfo Perez Esquivel, Prix Nobel 80 et défenseur inlassable des droits humains sur le continent. Voici le texte de son intervention adressée au Comité Nobel.

"Pour présenter la candidature de Rigoberta Menchu au Prix Nobel de la paix, je voudrais d'abord la citer: *"Le choix que j'ai fait de lutter n'a pas de limites : seuls, ceux qui portent leur cause dans leur coeur sont prêts à courir tous les risques"*.

Rigoberta Menchu est une indienne quiché, du village de Chimal à San Miguel de Uspantan. Elle appartient à l'une des plus importantes ethnies parmi les vingt que compte le Guatemala. La situation vécue par sa communauté et par tout le peuple guatémaltèque faite de répression, de persécutions, de destructions des villages par les dictatures militaires se perpétue aujourd'hui malgré l'existence de gouvernements dits démocratiques. C'est celle de tous les peuples indiens du continent qui souffrent la discrimination raciale et culturelle. A travers Rigoberta, par sa voix, s'élève la clameur de ces peuples.

Sa vie témoigne. Elle a assisté au génocide dont ont été victimes sa communauté et sa famille. Sa voix qui s'élève avec une force déchirante est l'écho des peuples et de leurs cultures opprimées, l'affirmation de leur identité. Pour Rigoberta, il ne s'agit en aucune manière de prôner un combat racial et de nier l'existence irréversible de la population métisse. Mais elle exige en retour la reconnaissance de sa culture et la part de pouvoir qui revient de droit à son peuple.

Au Guatemala, comme dans d'autres pays d'Amérique latine, les indiens constituent la majorité de la population. On pourrait, malgré les différences, comparer leur situation à celle de la majorité noire d'Afrique du Sud sur laquelle une minorité blanche exerce un pouvoir absolu.

A partir de son univers indigène et par la force des circonstances, Rigoberta est devenue un leader, la voix de son peuple. Il lui a fallu apprendre l'espagnol pour communiquer, car sa langue est le quiché. La parole et l'écriture sont ses armes. Sa vie et celle de son peuple sont retracées dans son livre *"Moi, Rigoberta Menchu"*. Elle a passé son enfance dans sa communauté, dans les montagnes, où elle a reçu l'enseignement de ses aînés, de ses parents. A huit ans, elle a commencé à travailler dans une propriété agricole. *"C'est ainsi que la conscience m'est venue"*, dit-elle. Il lui fallait ramasser 35 livres de café par jour pour gagner 20 centimes de dollar; si ce rendement n'était pas atteint dans la journée, elle continuait le lendemain sans gagner plus. Son père a été emprisonné pour avoir défendu des paysans contre des latifundistes qui voulaient les dépouiller de leurs terres. L'éternel problème en Amérique latine. Vicente Menchu était devenu un leader et se consacrait à la défense des droits des paysans de sa communauté. Rigoberta raconte comment en 1967, ils ont été expulsés de leur maison, de leur village. Les soldats ont pénétré dans la communauté, volant tout ce qu'ils pouvaient et tuant les bêtes. Cette situation s'est répétée partout, accompagnée de viols, de meurtres. Rigoberta, face au drame de son peuple, a entrepris un travail d'organisation. Elle se rappelle comment son frère de 16 ans a été fait prisonnier, torturé, brûlé vif avec d'autres membres de la communauté. Elle se rappelle la mort de son père, également brûlé vif au cours de l'occupation de l'ambassade d'Espagne en 1979. En 1980, sa mère, qui était aussi une dirigeante de la communauté a été séquestrée et assassinée après avoir été torturée durant plusieurs jours. Les militaires l'ont exhibée, pendue, pour que Rigoberta

la découvre ainsi. Elle se rappelle que sa mère lui disait : *"Je ne t'oblige pas à cesser d'être une femme mais tu dois participer comme tes frères à la lutte"*.

La souffrance qui a marqué sa vie l'a forgée pour résister et lutter aux côtés de son peuple. Les joies personnelles, elle les remet à plus tard, elle y renonce comme au mariage et à la maternité. Elle pense aux femmes guatémaltèques, au machisme, à l'oppression qu'elles subissent. Elle dit: *"Nous pensons que lorsque nous discutons du problème de la femme, les hommes doivent être là et contribuer, apprendre, sinon ils n'avanceront jamais"*. Entre fonder une famille et lutter aux côtés de son peuple, elle choisit: *"Le moment viendra où les choses seront différentes. Peut-être que nous n'aurons pas tous une belle maison, mais au moins nous ne verrons plus notre terre baignée de sang. Il faut faire de grands sacrifices. C'est ainsi que nous, les paysans, apprenons à diriger nos luttes. On ne pense pas mieux quand on a le ventre vide mais la conscience véritable naît d'avoir réellement vécu les choses"*.

Cette brève synthèse présente l'engagement de Rigoberta Menchu, son chemin et ses luttes pour la vie et la dignité de son peuple, des indiens, des paysans, de toute la société. Le Guatemala est un pays soumis à la violence systématique et structurée. Les dictatures s'y sont succédées et ont fait plus de 150 000 morts et disparus. Les "villages modèles" ne sont rien d'autre que des camps de concentration. Chasses à l'homme, terres brûlées, "pôles de développement" où sont entassés les survivants dans des conditions inhumaines constituent pour l'armée une manière de contrôler les paysans, soupçonnés d'appuyer la guérilla. Cette politique fait partie de la *guerre de faible intensité*. Aujourd'hui, les disparitions et la répression continuent.

Rigoberta Menchu est devenue la représentante des peuples, la voix qui réclame vérité et justice, qui dénonce les injustices. Elle mène une intense activité au niveau national et international pour la liberté et une démocratie qui ne soit pas qu'une façade. Elle est une femme indigène qui sait tout de la douleur mais qui n'a jamais reculé et qui enseigne au monde ce qu'est la dignité et la lutte pour la liberté de son peuple. Elle contribue à la recherche de la paix et de la liberté. Sa lutte appelle à la solidarité des peuples contre l'oppression et la violence.

C'est pour toutes ces raisons, Monsieur le Président et Messieurs les membres du Comité Nobel, que je présente la candidature de Rigoberta Menchu au Prix Nobel de la paix 1992. Pour que justice soit faite au continent." -(ANN/Alai) ♦

EN BREF

HUMBERTO DANS LE COLLIMATEUR. Quelques jours après que le "patron des patrons", Ramiro Gurdian, ait accusé le chef des Forces Armées de manipuler une "armée irrégulière" de *recompas*, certains députés de l'UNO ont repris ces accusations et ont appelé Humberto Ortega à s'expliquer devant l'Assemblée nationale le 22 mai. Tout ce tapage va de pair avec la

préparation par l'aile dure de l'UNO d'un projet de réforme de la loi militaire, visant à écarter le mandat d'H. Ortega.

INNOCENTE. Un procès pourrait bien faire date au Nicaragua : celui d'une jeune femme qui vient d'être acquittée alors qu'elle avait tué son mari pour en finir avec les mauvais traitements physiques et psychologiques qu'il lui infligeait depuis des années. Toute la société nicaraguayenne a commenté ce procès et son dénouement qui s'oppose au machisme dominant dans une société où la femme est considérée comme la propriété de l'homme.

UNE RADIO POUR LES FEMMES. Ainsi que cela avait été proposé au cours de la rencontre des femmes de février dernier, une radio des femmes émettra d'ici peu. Elle est déjà équipée de tout le matériel nécessaire, offert en grande partie par des italiens solidaires.

GREVE DE LA FAIM. Un groupe d'une quinzaine d'anciens militaires invalides de guerre sont en grève de la faim depuis 15 jours : ils exigent les terres qui avaient été promises à 250 ex-membres de l'Armée populaire sandiniste.

ÇA FAIT SALE. Les habitants d'un quartier pauvre situé à proximité de la future cathédrale sont soumis aux pressions conjointes de la mairie de Managua et de l'Eglise pour abandonner les terrains qu'ils occupent et qui leur ont été donnés depuis plus de sept ans par le ministère de l'Intérieur.

LA FAMILLE SOMOZA ne se résigne pas à avoir perdu sa station balnéaire privée de Montélimar. La sœur du dictateur, Lillian Somoza, la réclame à nouveau ainsi que des propriétés agricoles qui avaient été pour la plupart volées par la famille Somoza à la colonie allemande installée dans le pays à la fin du siècle dernier.

ARNOLDITO PREMIER, ROI DE MANAGUA. Le maire somoziste de Managua, Arnoldo Aleman, aimerait être seul chef à bord et le fait clairement savoir. Il a élaboré et déposé à l'Assemblée un projet de réforme à la loi sur les municipalités, qui tend à ôter une partie de leurs pouvoirs aux conseillers municipaux pour renforcer les siens. Par exemple, les conseillers n'auraient plus la possibilité de le destituer et il jouirait des pleins pouvoirs en ce qui concerne la disposition des biens de la commune.

DE CHEF CONTRA A TRAFIQUANT D'ARMES. L'ancien dirigeant de la contra Eden Pastora est accusé au Panama d'être une des courroies du trafic d'armes en Amérique centrale. Selon le rapport de la Police, les armes proviendraient du Nicaragua et du Salvador et seraient ensuite acheminées vers le Panama.

UN RECONTRA, soupçonné d'être l'assassin du directeur de l'hôpital de Waslala, Martin Condega, atrocement torturé et tué le 25 janvier dernier, vient d'être capturé dans cette même localité. C'est le même qui avait auparavant dirigé l'enlèvement du secrétaire local du FSLN Leonel Ortiz, libéré au bout de quelques jours contre une rançon. M. Condega a été tué car il refusait de dire où se trouvait la compagnie de L. Ortiz, médecin à l'hôpital.

L'ARMÉE EST INTERVENUE le 21 mai pour déloger un groupe de *recompas* composé d'ex-militaires qui occupaient une exploitation agricole près de La Paz Centro. L'occupation pacifique de ces terres par les *recompas* était destinée à faire pression sur le gouvernement pour qu'il leur concède l'aide promise.

EL SALVADOR. Un des gardes du corps des dirigeants du FMLN a été assassiné le 19 mai à San Salvador. Le crime a été exécuté par un groupe de toute évidence bien entraîné. Le commandant de la guérilla Shafik Handal a déclaré que cet attentat "*pourrait marquer le début d'une guerre sale au Salvador et saboter le processus de paix*". Le commandant Joaquin Villalobos a averti les commanditaires du meurtre qu'ils "*ne doivent pas oublier que derrière le FMLN en tant que force politique, il y a une armée*" et que face à une telle situation, le FMLN n'est "*pas disposé à la démanteler*".

HONDURAS. Le groupe guérillero Cinchoneros a revendiqué un attentat contre un immeuble de l'Entreprise nationale d'élec-

tricité, réalisé pour protester contre la hausse des tarifs. Cette action n'a fait aucune victime.

GUATEMALA. Une série d'attentats, de manifestations et d'occupations de terre est venue répondre à l'interruption du dialogue entre le gouvernement et la guérilla. Les attentats ont fait une cinquantaine de blessés et de nombreux dégâts matériels. La guérilla nie toute responsabilité, estimant que cette vague de terrorisme est destinée à justifier l'instauration de l'état d'urgence. De violents combats entre la guérilla et l'armée ont fait plusieurs morts dans la région de Quiché, dans le nord-ouest. Les militaires y ont détruit une base de l'Union nationale révolutionnaire guatémaltèque (UNRG) dans le cadre d'une offensive lancée dans la région.

HAÏTI. Le Sénat haïtien a approuvé la formation d'un nouveau gouvernement qui exclut Aristide, s'alignant sur les militaires putschistes pour rejeter les accords passés sous l'égide de l'OEA entre Aristide et le Parlement. L'OEA a décidé de durcir l'embargo contre Haïti et a exprimé de nouveau sa volonté de rejeter toute solution qui exclue le président Aristide. -(ANN) ♦

ABONNEMENTS : 458 F (Comités 900 F; Institutions 1 300 F)
Chèques à l'ordre de : ANN, 15 rue Muller 75018 PARIS
Pour la Suisse : 124 CHF (Comités 265 CHF; institutions
1 300 CHF) sur le compte 80-19853-7 Zurich.
Un paiement semestriel est possible.
Rédaction au Nicaragua : Michèle Faure et Frédérique Perrin
Tel : 505 2 668875 Fax: 505 2 668870